

## II. Autres activités des commissions permanentes

### COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

#### Avis

La commission a rendu à la commission des Finances et du Budget un avis favorable sur les sections 21, 23 et 24 du projet de budget général des dépenses.

La commission a rendu à la commission des Finances et du Budget un avis favorable sur les mêmes sections du projet de loi contenant le premier ajustement du budget général des Dépenses pour l'année budgétaire , DOC [53K2113/022](#).

La commission a rendu à la commission des Relations extérieures un avis favorable sur le projet de loi portant assentiment à la Convention n° 177 de l'Organisation internationale du travail concernant le travail à domicile, adoptée à Genève le 20 juin , DOC [53K2227/002](#).

La commission a rendu un avis de subsidiarité défavorable sur la proposition de règlement COM (2012) 130 du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services, DOC [53K2221/001](#).

La commission a examiné l'arrêt n° 169/2011 de la Cour constitutionnelle qui lui avait été transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

#### Échanges de vues, auditions et rencontres

- Conférence nationale sur les pensions. Résultats et perspectives, DOC [53K0780](#)

Lors de sa réunion du 9 novembre 2010, la commission a entendu les exposés du ministre des Pensions ainsi que des présidents des différents groupes de travail de la Conférence nationale des pensions et de M. Jadot, président de la Conférence nationale des pensions. Ont ainsi été abordées les thématiques régimes légaux de pensions, des pensions complémentaires et des aînés dans la société.

- Rapport de la Cour des comptes relatif au respect des délais de traitement des allocations octroyées aux personnes handicapées, DOC [53K1475](#).

Lors de sa réunion du 22 février 2011, la commission a entendu le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, M. André Gubbels, directeur général de la Direction générale Personnes handicapées (DGPH) ainsi que deux représentants de la Cour des comptes sur le rapport précité.

- La situation de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

La commission a entendu à deux reprises (14 juin et 13 juillet 2011) le ministre des Pensions sur la situation de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

- Rapport de la Cour des comptes relatif à la gestion des indemnités de l'assurance maladie-invalidité.

La commission a entendu à deux reprises (14 juin et 13 juillet 2011) la ministre des Affaires sociales et des représentants de la Cour des comptes sur le rapport de celle-ci relatif à la gestion des indemnités de l'assurance maladie-invalidité.

- La commission a organisé un débat avec la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture et la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, au sujet du financement du Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis, DOC [53K1871](#).
- Le 21 septembre 2011, les commissions des Affaires sociales, de l'Intérieur et de la Justice ont organisé une audition en commun concernant les mercuriales du procureur général près la cour d'appel d'Anvers et de l'avocat général près la cour du travail d'Anvers, plus particulièrement en ce qui concerne la politique migratoire et ses conséquences sur le régime social, DOC [53K1787](#).
- Le 8 février 2012, la commission des Affaires sociales a consacré une audition à la problématique du travail intérimaire.
- Le 24 avril 2012, la commission a organisé une audition au sujet du droit aux allocations en cas de séjour en prison.
- Le 15 mai 2012 a eu lieu une audition sur l'instauration éventuelle, pour les délégués du personnel des entreprises, d'un droit d'alerte et du droit de faire appel à une expertise indépendante lorsqu'ils ont connaissance de faits de nature à affecter négativement la situation économique de leur entreprise.
- Les 12 et 26 juin 2012, la commission a organisé une audition au sujet du rapport annuel 2011 du Service de médiation pour les Pensions, DOC [53K2380](#).
- Le 19 juin 2012, une audition a eu lieu au sujet de l'octroi automatique d'allocations aux personnes handicapées qui, à la suite de la perte de leur emploi, peuvent à nouveau prétendre à une allocation.

## COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

### Avis

- Budget

Dans le cadre de la procédure budgétaire, à savoir l'examen de la section 16 (ministère de la Défense) du projet de Budget général des dépenses, la commission a formulé un avis sur cette section à l'intention de la commission des Finances et du Budget.

- Suivi législatif

Le 25 avril 2012, la commission a examiné une lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif concernant l'arrêt n° 145/2011 de la Cour constitutionnelle. Le ministre de la Défense a commenté l'arrêt et a annoncé que le gouvernement préparait un avant-projet de loi en vue d'en tenir compte.

échanges de vue, auditions et rencontres

Outre les réunions au cours desquelles le ministre de la Défense a répondu aux questions orales concernant différents sujets d'actualité touchant à la Défense, des

échanges de vues et des débats ont également été organisés au sujet notamment des principales opérations militaires internationales auxquelles participe la Défense belge. Ces échanges de vues et débats se sont déroulés dans le cadre de réunions communes des commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale auxquelles ont pu généralement participer des membres des commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale du Sénat.

Le 17 novembre 2011, un échange de vues a été organisé avec le Premier ministre, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et le ministre de la Défense au sujet du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, qui s'est tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, et du nouveau concept stratégique.

Après l'adoption, par la Chambre, le 21 mars 2011, de la proposition de résolution (DOC [53K1308](#)/001 à 003) concernant la situation en Libye, plusieurs échanges de vues ont été consacrés à l'opération en Libye.

Au cours de la session 2011-2012, les échanges de vues spécifiques suivants ont en outre été organisés :

- le 26 octobre 2011, avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et le ministre de la Défense, sur la situation en Libye (conjointement avec la commission des Relations extérieures et la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat) ;
- le 6 mars 2012, avec M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, président de l'assemblée générale des Nations Unies (conjointement avec la commission des Relations extérieures et la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat);
- les 15 mai et 20 juin 2012, avec le Premier ministre, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes et le ministre de la Défense, sur le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN organisé à Chicago les 20 et 21 mai 2012 (conjointement avec la commission des Relations extérieures et la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat);

La commission a également organisé deux auditions sur la coopération militaire au niveau du Benelux et au niveau européen. Elles ont eu lieu les 27 juin et 4 juillet 2012.

Le 4 juillet 2012, le ministre de la Défense a présenté à la commission son Plan d'Investissements pour la Défense et la Sécurité (PIDS) (2012-2014). Cette présentation a été suivie d'un débat qui s'est déroulé le 10 juillet 2012, au cours duquel il a également été répondu aux questions orales et aux interpellations sur ce sujet.

\*  
\* \*

Le 17 novembre 2010, la commission de la Défense nationale a institué un groupe de travail chargé de l'examen de l'équilibre linguistique à l'armée (voir «groupes de travail»).

Au cours de la session 2010-2011, la commission a organisé les visites suivantes :

- brigade médiane à Bourg-Léopold (2 mars 2011);
- brigade légère à Marche-en-Famenne (6 avril 2011);
- département d'état-major ACOS IS à Evere (18 mai 2011);
- base navale de Zeebrugge et école de guerre des mines Eguermin à Ostende (15 juin 2011);
- 48<sup>e</sup> salon de l'Aéronautique et de l'Espace au Bourget (22 juin 2011).

Au cours de la session 2011-2012, la commission a organisé les visites suivantes :

- au détachement belge de F-16 à Araxos, la base aérienne grecque où étaient stationnés les appareils belges participant à l'opération en Libye, le 29 octobre 2011 ;
- au quartier général ABNL (amiral Benelux) à Den Helder, le 29 février 2012 ;
- à l'Institut géographique national (IGN) à Ixelles, le 18 avril 2012 ;
- à l'usine d'assemblage du constructeur EADS de l'avion de transport militaire A400M à Séville, le 2 mai 2012 ;
- à l'état-major général à Evere pour un briefing sur la coopération militaire internationale, le 9 mai 2012 ;
- à l'*Allied air command* de l'OTAN à Ramstein, le 23 mai 2012.

**COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE**

### **Avis**

La commission a rendu à la commission des Finances et du Budget un avis approprié sur le projet de budget général des dépenses (sections 2, 32 et 46).

### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

Le 11 janvier 2011, la commission a entendu M. Jean-Paul Minon, Directeur général de l'ONDRAF, sur le projet de plan déchets.

Le 9 février 2011, la commission a entendu des représentants d'Electrabel, de SPE, de la CREG et de la BNB sur la rente nucléaire.

Ont été entendus :

- Mme Sophie Dutordoir, Administrateur-Directeur général d'Electrabel;
- M. Luc Sterckx, CEO de SPE;
- M. François Possemiers, Président de la CREG, et M. Guido Camps, Directeur du contrôle des prix et des comptes du marché de l'électricité et du marché du gaz à la CREG;
- M. Luc Dufresne, Conseiller de la Direction auprès de la BNB.

Le mardi 16 mars 2011, le ministre du Climat et de l'Energie donné un debriefing du Conseil européen "Energie" du vendredi 12 mars 2010.

Le 3 mai 2011, la commission a entendu M. Luc Dufresne, Conseiller de la Direction auprès de la BNB, sur la rente nucléaire.

Le 4 mai 2011, la commission a entendu M. François Possemiers, Président de la CREG, M. Guido Camps, Directeur du contrôle des prix et des comptes du marché de

l’électricité et du marché du gaz à la CREG, et M. Dominique Woitrin, Directeur Fonctionnement Technique des Marchés à la CREG, sur la rente nucléaire.

Le 17 mai 2011, la commission a entendu le ministre du Climat et de l’Energie sur la rente nucléaire.

Le 4 juillet 2011, la commission a organisé des auditions dans le cadre de l’examen de propositions de loi relatives à la responsabilité civile nucléaire.

Ont été entendus:

- M. Marc Folens, Directeur général de SYBAN;
- M. Patrick Van Vlaenderen, Président du Comité technique de SYBAN;
- M. Danny Van Welkenhuyzen, Managing Director d’ELINI;
- M. Marc Pallemmaerts (ULB);
- M. Tom Vanden Borre (KUL).

Le 12 juillet 2011, la commission a entendu M. Dominique Woitrin, Directeur Fonctionnement Technique des Marchés à la CREG, sur la problématique de la capacité de production d’électricité en Belgique sur la période 2011-2020.

Le mardi 20 mars 2012, dans le cadre de l’examen de l’étude (F)120131-CDC-1134 de la CREG concernant “le niveau et l’évolution des prix de l’énergie”, la commission a entendu des représentants de la CREG, d’ENECO, de la FEBEG, de FEBELIEC et de Test-Achats.

Les mardi 24 avril et mercredi 2 mai 2012, la commission a entendu des représentants de la direction générale de la concurrence des autorités de la concurrence, de COMEOS, d’UNIZO et de l’UCM au sujet de l’étude de la direction générale de la concurrence sur “le niveau de prix dans les supermarchés”.

## **COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET**

### **Avis**

La commission a rendu des avis de subsidiarité sur :

- une proposition de directive établissant un système commun de taxe sur les transactions financières et modifiant la directive 2008/7/CE, DOC [53K1940](#);
- une proposition de directive du Parlement européen relative aux sanctions pénales applicables aux opérations d’initiés et aux manipulations de marché, DOC [53K1970](#);
- une proposition de règlement établissant des dispositions communes pour le suivi et l’évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les États membres de la zone euro — COM (2011) 821, DOC [53K2048](#);
- une proposition de règlement relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des États membres connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière au sein de la zone euro — COM(2011)819, DOC [53K2062](#);
- une proposition de directive sur la passation des marchés publics — COM (2011) 896, DOC [53K2150](#);
- Une proposition de directive sur l’attribution de contrats de concession – COM (2011) 897, DOC53K2155.

### Échanges de vue, auditions et rencontres

La gestion et la vente de patrimoine immobilier par la Régie des bâtiments (DOC [53K2415](#)), avec :

- des représentants de la Cour des Comptes (24.11.2010),
- M. Laurent Vrijdaghs, administrateur général de la Régie des Bâtiments (12.01.2011, 09.02.2011, 09.02.2012 et 22.05.2012);
- le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (12.01.2011) ;
- représentants des syndicats (09.02.11).

Le secret bancaire avec :

- M. Axel Haelterman (KULeuven) (08.12.2010);
- Mme Martine Milliet-Einbinder, OCDE, Senior Advisor, Division de la coopération internationale et de l'administration fiscale, Centre de politique et d'administration fiscales (19.01.2011);
- Mme Michèle Perolat, Commission européenne, DG Taxation and Customs Union, Head of sector "Administrative cooperation", Unit D/2 "Direct tax policy and cooperation" (19.01.2011);
- M. Michel Vermaerke, administrateur délégué de Febelfin (19.01.2011);
- M. Philippe Lambrecht, administrateur-secrétaire général de la Fédération des entreprises de Belgique (19.01.2011);
- M. Christophe Quintard, représentant des syndicats (19.01.2011).

Le fonctionnement des services de douane, avec M. Noël Colpin, administrateur douanes et accises (25.01.2011).

Le suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale, avec :

- le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice (18.01.2011);
- le secrétaire d'État à la Modernisation du service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances (18.01.2011);
- M. le prof. Dr. Em. Frans Vanistendael (KULeuven) (23.03.2011 et 29.03.2011);
- M. le prof. Dr. Michel Maus (VUB) (29.03.2011);
- M. Michel De Samblanx, président du Comité d'audit de l'Administration fédérale (27.04.2011);
- des représentants de la Cour des Comptes (27.04.2011);
- M. le prof. Marc Bourgeois (Ulg) (27.04.2011);
- M. le prof. Christian Behrendt (Ulg) (31.05.2011);
- M. le prof. Axel Haelterman (KULeuven) (01.06.2011);
- M. le prof. Luc De Broe (KULeuven) (01.06.2011);
- Les médiateurs fédéraux: M. Guido Schuermans et Mme Catherine De Bruecker (22.06.2011).

Le Service des créances alimentaires (SECAL) (09.02.2011), DOC [53K1315](#) :

- Mme Hafida Bachir, présidente nationale de Vie Féminine;

- Mme Herlindis Moestermans, collaboratrice de la direction du Nederlandstalige Vrouwenraad;
- M. Tom Boelaert, administrateur du recouvrement non fiscal auprès du SPF Finances.

Le taux de TVA réduit pour la démolition et la reconstruction de bâtiments avec des représentants du secteur immobilier: MM. Olivier Carrette et Laurent Stalens (07.06.2011).

Le rapport annuel 2009 du Service décisions anticipées en matière fiscale avec Mme Véronique Tai, présidente du Collège (15.06.2011), DOC [53K1655](#).

Le statut fiscal des sportifs (16.02.2011) (DOC [53K0713](#)/006) avec :

- M. Ivan De Witte, Président de la Pro League;
- M. Ludwig Sneyers, Directeur général de la Pro League;
- M. Nils Van Brantegem, expert financier de la Pro League;
- M. François De Keersmaecker, président de l'Union royale belge des sociétés de football-association (URBSFA);
- M. Frank Smets, président de la Ligue de volley;
- M. Patrick Wijns, président de la Ligue professionnelle de basketball;
- M. Wim Van de Keere, general manager de la Ligue professionnelle de basket.

La présentation des recommandations du Collège des médiateurs fédéraux (17.11.2010);

Le conseil Ecofin du 7 décembre 2010 avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (21.12.2010);

Les résultats budgétaires de 2010 et les prévisions pour 2011 avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, le vice-premier ministre et ministre du Budget et le secrétaire d'État au Budget (12.01.2011 et 18.01.2011);

L'état d'avancement des activités du groupe de travail "Una Via" (25.01.2011, 26.04.2011 et 21.06.2011) (DOC [53K1973](#)/006), avec :

- le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice;
- M. Patrick De Wolf, avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles;
- Mme Marie-Anne Franquinet, avocat général près la Cour du travail de Liège;
- M. Frank Philippsen, administrateur général de l'ISI;
- M. Domblet, police fédérale;

Le rapport annuel 2010 de la Banque nationale de Belgique avec M. Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale de Belgique (01.03.2011);

Le programme national de réforme et le programme de stabilité et de convergence de la Belgique dans le cadre du "Semestre européen" avec M. Yves Leterme, premier ministre (10.03.2011) et M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances (29.03.2011) (DOC [53K1463](#)).

Les résultats du Conseil européen des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'eurozone du vendredi 11 mars 2011, ainsi que l'ordre du jour et les résultats du Conseil européen des Chefs d'Etat et de Gouvernement du jeudi 24 et du vendredi 25 mars 2011 avec M. Yves Leterme, premier ministre (22.03.2011 et 05.04.2011);

Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2013-2020) - Ressources propres (27.04.2011) (DOC [53K1415](#));

Le paquet législatif sur la gouvernance économique avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (22.06.2011) (DOC [53K1698](#)).

La situation de Dexia, avec le ministre des Finances (12.10.2011), avec le premier ministre (18.10.2011) et avec MM. Jean-Paul Servais, président de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) et Luc Coene, gouverneur de la Banque nationale de Belgique (26.10.2011), DOC [53K1914](#).

Le Conseil informel Ecofin des 16 et 17 septembre 2011, avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (28.09.2011); DOC [53K1828](#).

Le cadre budgétaire européen et la gouvernance économique européenne, avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique(14.02.2012), DOC [53K2102](#).

Le rapport annuel 2010 du SPF Finances, avec M. Hans D'Hondt, président du comité de direction du SPF Finances (27.03.2012), DOC [53K2214](#).

Le plan d'infrastructure Horizon 2015 – SPF Finances, avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique (21.05.2012), M. Hans D'Hondt, président du comité de direction du SPF Finances (21.05.2012) et des représentants des syndicats (23.05.2012) (DOC [53K2425](#)).

Le Conseil Ecofin du 22 juin 2012, avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique (03.07.2012) (DOC [53K2421](#)).

\*  
\* \*

La commission a effectué les visites suivantes :

- Services de douanes au port d'Anvers et rencontre avec plusieurs chefs d'entreprise (14.01.2011);
- Services de douanes à l'aéroport de Bierset et rencontre avec plusieurs chefs d'entreprise (25.03.2011);
- Loterie nationale (28.06.2011).

\*  
\* \*

La commission a reçu les délégations étrangères suivantes :

- la commission des Finances du parlement de la République du Ghana (07.03.2012)

- une délégation des Finances des Chambres fédérales suisses (09.05.2012)
- *Assemblée nationale* de la République Démocratique du Congo (03.07.2012)
- la commission du Budget de la Chambre des représentants du Royaume de Thaïlande (10.07.2012)

**SOUS-COMMISSION DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET, CHARGÉE DE L’EXAMEN DES CAHIERS D’OBSERVATIONS DE LA COUR DES COMPTES**

Le 12 janvier 2012, la commission a sélectionné les thèmes du 168<sup>e</sup> Cahier de la Cour des comptes aux fins d’examen et, le 8 février 2012, elle a ensuite consacré une réunion au 168<sup>e</sup> cahier de la Cour des comptes, Titre IV – Évolution de la dette publique.

**COMMISSION DE L’INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

**Avis**

La commission a rendu un avis positif à la Commission des Finances et du Budget concernant la section 33 du projet du budget général des dépenses.

**Échanges de vues, auditions et rencontres**

Le 23 novembre 2010, la commission a consacré ses travaux à la situation de l’entreprise publique Belgocontrol. M. Luc Verstraete, cadre dirigeant chez KPMG Advisory, a présenté un exposé au sujet du rapport de KPMG. La commission a également procédé à l’audition des orateurs suivants :

- M. Jean-Claude Tintin (CEO de Belgocontrol);
- M. Charles-Louis d’Arenberg (président du conseil d’administration de Belgocontrol);
- M. Olivier Nicolay (président de la “Belgian Guild of Air Traffic Controllers”).

Le 19 janvier 2011, un échange de vues a été organisé sur le même sujet avec le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.

Le 23 février 2011, une audition a été organisée concernant la problématique des motocyclistes, avec les orateurs suivants :

- M. Theo Beeldens (Motorcycle Action Group);
- MM. Olivier Goies, Vincent Klingeleers et Johan Cobbaut (GOCA, Groupement des organismes agréés de contrôle automobile);
- M. Jean-Paul Gailly (SPF Mobilité et Transports);
- Mme Miran Scheers (Institut belge de la sécurité routière).

Le 27 avril 2011, un échange de vues sur le même thème a eu lieu au sein de la commission avec le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.

Le 15 mars 2011, la commission a organisé des auditions sur la politique de transport du Groupe SNCB et sur la ponctualité du trafic ferroviaire en Belgique. Les personnes suivantes ont été entendues :

- M. François-Joseph Van Audenhove (expert Travel & Transportation, Strategy & organization auprès du bureau d’audit Arthur D. Little, le bureau qui a analysé le concept de transport du Groupe SNCB);

- M. Ludovic d'Otreppe (project manager auprès du bureau d'audit Arthur D. Little);
- M. Eric Cosandey (expert en politique du transport auprès du bureau d'audit SMA);
- M. Luc Lallemand (administrateur délégué d'Infrabel);
- M. Marc Descheemaecker (administrateur délégué de la SNCB);
- M. Jannie Haek (administrateur délégué de la SNCB-Holding).

Le 25 mars 2011, une audition a eu lieu sur les restructurations de l'entreprise publique bpost. L'invité était M. Johnny Thijs, administrateur délégué de bpost.

Le 5 avril 2011, des représentants de la Cour des comptes ont été entendus concernant la problématique des marchés publics relatifs à la sécurité ferroviaire. Les orateurs étaient MM. Ignace Desomer, Michel de Fays et Serge Roland, respectivement président, conseiller et premier auditeur-réviseur à la Cour des comptes.

Le 7 juin 2011 s'est déroulée une réunion commune avec la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, au cours de laquelle les administrateurs délégués de la SNCB-Holding, de la SNCB, d'Infrabel et de la SNCB Logistics ont été entendus en ce qui concerne la situation financière du Groupe SNCB, DOC [53K1694](#).

Le 28 juin 2011, la commission a procédé à un échange de vues avec la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques concernant la situation catastrophique des chemins de fer le 27 juin 2011.

Le 26 octobre 2011, une audition a été organisée concernant les mesures d'économie à la SNCB avec Mme Laurence Bovy, présidente du Conseil d'administration, et M. Marc Descheemaecker, CEO.

Le 9 novembre 2011, une audition a eu lieu avec les personnes suivantes concernant la situation chez Belgacom :

- M. Didier Bellens, CEO
- M. Theo Dilissen, président du Conseil d'administration
- M. Philip Neyt, vice-président "Public Affairs".

Par ailleurs, une audition concernant les licenciements au sommet de Belgacom a eu lieu avec M. Didier Bellens, CEO, le 31 janvier 2012.

Le 16 novembre 2011, une audition a été organisée avec les membres suivants du Conseil de l'IBPT concernant le plan stratégique de l'IBPT pour la période 2010-2013 :

- M. Luc Hindryckx, président
- Mme Catherine Rutten
- M. Axel Desmedt
- M. Charles Cuvelliez

Auditions sur la restructuration du groupe SNCB (13 mars 2012 – 15 mai 2012)

- M. Thomas Kaufmann, DG Move (Commission européenne)
- M. Karel Vinck, coordinateur ERTMS ("European Rail Traffic Management System"), ancien patron de la SNCB
- M. Didier Tshidimba, Directeur gestionnaire du bureau d'études Roland Berger Strategy Consultants

- M. Libor Lochman, Directeur exécutif de CER ("Community of European Railway and Infrastructure Companies")
- Mme Monika Heimig, Directrice exécutive d'EIM ("European Infrastructure Managers")
- M. Patrick Lafontaine, expert ferroviaire.
- Prof. Dr. Antonio Estache (ULB)
- M. David Azéma (directeur général délégué du Group SNCF).
- M. Markus Pennekamp (Deutsche Bahn – DB)
- M. Mark Oldenzel (Nederlandse Spoorwegen – NS)
- M. Pierre Tonon (secrétaire-général "European Rail Freight Association" – ERFA)
- M. Pieter Kraaijeveld (ProRail, gestionnaire de l'infrastructure néerlandais)
- M. Marcel Verslype (ERA, "European Railway Agency")

Le 17 avril 2012 a eu lieu l'examen du rapport sur les incidents survenus sur le réseau ferroviaire le 27 juin 2011 (rapport dit « de la canicule ») avec MM. Marc Roman et Johan Peeters et Mme Martine Serbruyns (SPF Mobilité). Ce même jour a eu lieu l'examen du rapport d'accessibilité suite à la résolution relative à l'amélioration de l'accessibilité des transports en commun (Doc 52 76/6) avec M. Jean-Claude Thirionet (SNCB Holding) et M. Jacques Fourny (SNCB Mobility).

Le 18 avril 2012 a eu lieu un échange de vues sur le plan de sécurité routière du secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre.

Le 28 février 2012 et le 26 juin 2012 ont eu lieu des échanges de vues avec le ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes sur la restructuration du Groupe SNCB.

\*  
\* \* \*

Le 24 novembre 2010, la commission a rendu une visite de travail à Infrabel. Les membres ont assisté à une présentation de l'entreprise publique et examiné certains dossiers d'actualité, en particulier la problématique de la sécurité.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2011, la commission a été reçue par Belgacom pour une visite de travail. Les thèmes suivants ont été abordés: l'identité de l'entreprise publique, les performances financières, la convivialité et la simplification, la politique des ressources humaines, la responsabilité sociale des entreprises, le développement de réseaux fixes et mobiles. Quelques dossiers d'actualité ont également été évoqués: la transposition de directives de l'Union européenne en matière de télécommunications, la mise en place de conditions de concurrence identiques pour les câblodistributeurs et la neutralité du réseau.

Le 20 janvier 2012, la commission a rendu visite à Mobistar. L'objet de cette visite était de s'informer sur l'implantation, le fonctionnement, l'actionnariat, les parts de marché, les efforts de fidélisation des clients mais aussi de diversification de l'offre de Mobistar, en ce compris la téléphonie fixe et la télédistribution. Mobistar souhaitait par ailleurs donner anticipativement son point de vue sur la transposition des directives

européennes 2009/136/CE et 2009/140/CE en soulignant les difficultés techniques de mise en œuvre de certaines dispositions relatives à la protection du consommateur.

Le 6 juillet 2012, la commission a visité Brussels Airport, dans le contexte du passage de l'accord de gouvernement relatif à l'installation d'une autorité indépendante de contrôle des nuisances sonores ; un échange de vues a notamment eu lieu avec MM. M. Arnaud Feist, ceo de Brussels Airport, et M. Luc Laveyne (Brussels Airport Company) sur les problématiques des normes de bruit bruxelloises et de la concurrence des aéroports régionaux et internationaux situés à proximité notamment.

La commission a ensuite visité le Bewonersaanspreekpunt Schiphol (BAS) et a été accueillie par le manager du BAS, M. Ruud Wever. Ce point de contact des riverains de Schiphol fait partie de la « gestion intégrale des plaintes » et discute notamment des mesures de limitation des nuisances (modification des routes, technique du rayon de courbure, etc.).

Le 7 juillet 2012, accueillie par M. Lars van Lierop, responsable de la gestion du trafic de ProRail , la commission a visité l'OCCR ( Verkeersleidingscentrum Nederlandse Spoorwegen) à Utrecht. L'OCCR coordonne les différentes régions et postes de gestions du trafic en cas de problèmes, en concertation avec les parties intéressées. Le gestionnaire de l'infrastructure ProRail ainsi que les opérateurs qui le souhaitent y sont représentés.

#### COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

##### Avis

- Budget

La commission a rendu un avis positif à la commission des Finances et du Budget concernant les sections 2 (*partim* : Premier ministre et Simplification administrative), 4, 5, 13 et 17 du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012. Dans ce cadre, elle a également examiné les notes de politique générale des membres du gouvernement (DOC [53K1944](#)/009, 020 et 027).

- Suivi législatif

Le 23 mai et le 19 juin 2012, la commission a examiné une lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif relative au rapport du Collège des procureurs généraux concernant l'arrêt n° 145/2011 de la Cour constitutionnelle (DOC [53K1414](#)/001 à 006).

Le 23 mai 2012, la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances a exposé le point de vue du gouvernement sur les points A.1.3.1, H.1.1 et H.1.2. Le 19 juin 2012, la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, a exposé le point de vue du gouvernement sur les points A.2.1.4, G.1.1 et G.2.1.

##### Échanges de vue, auditions et rencontres

La période des affaires courantes a par ailleurs permis à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de parfaire son information par le biais d'échanges de vues sur les thèmes suivants.

- Le 6 octobre 2010, un échange de vues a été organisé sur la politique d'asile avec le secrétaire d'Etat au Budget, à la politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales et le secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (réunion commune avec la commission de la Santé publique de l'Environnement et du Renouveau de la Société).
- Le 17 novembre 2010, un échange de vues a eu lieu avec le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur l'ordre du jour des conseils européens des 8 et 9 novembre 2010 et 2 et 3 décembre 2010.
- Le 26 janvier 2011, un échange de vues a été organisé avec Mme Annelies van Cauwelaert-De Wyels, présidente de la Commission permanente de contrôle linguistique.
- Le 22 mars 2011, la commission a procédé à un échange de vues avec le secrétaire d'Etat au Budget, à la politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur la politique de régularisation, Doc. 53 1390/001.
- Lors de sa réunion du 13 avril 2011, la commission a eu un échange de vues avec le premier ministre sur son entretien avec le Prince Laurent, DOC [53K1409](#).
- Le 18 mai 2011, un échange de vues a eu lieu avec le secrétaire d'Etat au Budget, à la politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (réunion commune avec le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes et la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives (Sénat)) sur la communication de la commission européenne sur la Migration (COM (2011) - 248) au Conseil Justice et Affaires intérieures du 12 mai 2011 (problématique de Schengen), DOC [53K1573](#).
- En date du 15 juin 2011, la commission a procédé à un échange de vues avec la ministre de l'Intérieur, Mme Annemie Turtelboom, sur la sécurité civile, DOC [53K1570](#).

\*  
\* \* \*

Devant la crise de l'asile, les membres de la commission ont souhaité effectuer des visites sur le terrain. Le 8 décembre 2010, la commission a ainsi apporté une visite à Fedasil, à l'Office des Etrangers et au Conseil du Contentieux des Etrangers. Elle a également visité le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides, en date du 19 janvier 2011.

En date du 15 février 2011, la commission a examiné la communication de la commission européenne sur les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen en association avec les parlements nationaux (réunion commune avec le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes et la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives (Sénat)), DOC [53K1255](#).

\*  
\* \*

Une audition a eu lieu en commission le 14 juin 2011 sur le rapport annuel 2010 Migration du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, DOC [53K1651](#).

La crise de l'asile a aussi amené une délégation de la commission à se rendre, les 12 et 13 juillet 2011, à Genève au siège de deux organisations internationales jouant un rôle primordial en la matière, à savoir, l'«International Organisation for Migration (IOM)» et l'«United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)».

\*  
\* \*

Les 8 et 14 février 2012, la commission a organisé des auditions sur la qualité des formations de la police. Ont été invités à cette occasion les auteurs des rapports publiés dans le cadre du projet "Police, une organisation apprenante", ainsi que les personnes et les organisations associées aux formations de la police, DOC [53K2138](#).

En réunion commune de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et de la commission de la Justice de la Chambre des représentants et de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives et de la commission de la Justice du Sénat, la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur, la ministre de la Justice, et le commissaire général de la police fédérale ont présenté les priorités du Plan national de sécurité 2012-2015. Ces exposés se sont déroulés à la Chambre des représentants les 18 et 25 avril 2012 et ont été suivis d'un échange de vues, DOC [53K2393](#).

Le 8 mai 2012, la commission a entendu un exposé du ministre du Budget et de la Simplification administrative. Cet exposé a été suivi d'une discussion.

La commission a également organisé plusieurs auditions dans le cadre du débat sur le transfert de certains services de police à des entreprises privées de gardiennage. Le 30 mai 2012, elle a entendu les représentants du secteur privé du gardiennage. Les représentants des pouvoirs publics ont présenté leur point de vue le 6 juin 2012. Enfin, les syndicats ont été entendus le 13 juin 2012.

Le 4 juillet 2012, la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur, a exposé les intentions du gouvernement fédéral dans le domaine de la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Cet exposé a été suivi d'un échange de vues.

### **Proposition de loi adoptée dans une Chambre**

La commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique a adopté la proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matchs de football, DOC [53K2038](#).

### **Sous- commission «Sécurité nucléaire»**

*Missions de la sous-commission:*

Conformément à l'article 33 du Règlement de la Chambre, la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique a proposé de créer une sous-commission lors de sa réunion du 25 janvier 2011 et de lui confier les missions suivantes :

- suivi des recommandations de la sous-commission «Sécurité nucléaire», approuvées par la séance plénière du 29 avril 2010, relatives au fonctionnement de l'Agence fédérale pour le contrôle nucléaire;
- examen des aspects éventuellement non traités lors de la législature précédente relatifs à l'incident survenu à l'Institut National des Radioéléments (IRE) à Fleurus en août 2008;
- examen de la nécessité éventuelle d'optimiser la procédure d'autorisation préalable d'exportation de matériel nucléaire et de l'implication de la Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires (CANPAN), conformément à la loi du 9 février 1981.

Cette proposition a reçu l'accord de la Conférence des présidents en date du 26 janvier 2011.

La commission de l'Intérieur a ensuite proposé, lors de sa réunion du 26 octobre 2011, de confier de nouvelles compétences à la sous-commission :

- examen des stress tests belges à la suite du rapport de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN);
- examen du rapport annuel de l'AFCN;
- examen de la problématique des transports nucléaires sur le sol belge.

Cette proposition a reçu l'accord de la Conférence des présidents en date du 9 novembre 2011.

#### *Activités de la sous-commission dans le cadre de ses missions*

##### 1. Suivi de l'incident survenu à l'IRE à Fleurus en août 2008

La dissolution des Chambres ayant été prononcée le 7 mai 2010, la sous-commission « Sécurité nucléaire » créée au cours de la 52<sup>ème</sup> législature n'avait pas pu formuler de recommandations concernant l'incident survenu en août 2008 sur le site de l'IRE.

La sous-commission s'est dès lors réunie les 30 mars et 6 avril 2011 afin d'entendre:

- M. Jean-Michel Vanderhofstadt et Mme Veerle Van De Steen, respectivement directeur général et manager intérimaire en charge des projets de sûreté et d'organisation de la production à l'IRE;
- MM. Willy De Roovere et Manfred Schrauben, respectivement directeur général et directeur du département Établissements et Déchets de l'AFCN.

La sous-commission a également examiné la proposition de résolution de Mmes Catherine Fonck et Leen Dierick relative aux mesures de sécurité, d'information et de

coordination à mettre en œuvre à la suite des incidents survenus à l’Institut National des Radioéléments (IRE), (DOC [53K1359/001](#) et 002) afin de rendre un avis à la commission de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

La sous-commission s’est accordée sur un texte de proposition de résolution, lequel figure en annexe de son rapport transmis à la commission de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique. Ce texte a clôturé la deuxième mission confiée à la sous-commission, telle que libellée ci-dessus.

## 2. Amélioration de la procédure d’exportation de matériel nucléaire

La sous-commission a procédé à plusieurs auditions relatives à l’amélioration de la procédure d’exportation nucléaire.

Les régions disposant également de compétences en matière d’exportation de matériel nucléaire, les présidents des trois Parlements régionaux ont également été invités à informer la sous-commission de leurs travaux à ce sujet.

En application de l’article 76 du Règlement, la sous-commission a ensuite rédigé une proposition de résolution et l’a transmise à la commission de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

## 3. Examen des stress tests belges à la suite du rapport de l’AFCN

La sous-commission a rendu un avis à la commission de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique sur trois propositions de résolution jointes relatives aux stress tests (DOC [53K1405/004](#)). Cette commission a ensuite proposé que la sous-commission examine les stress tests belges à la suite du rapport de l’AFCN.

Dans ce cadre, la sous-commission a entendu M. Willy De Roovere, directeur général de l’AFCN, à deux reprises (22 novembre 2011 et 18 janvier 2012). La sous-commission poursuivra ses travaux sur ce thème lors de la prochaine session.

### *Autres activités de la sous-commission :*

A la suite de l’accident sur le site nucléaire japonais de Fukushima, la sous-commission s’est réunie le 16 mars 2011 pour un échange de vues sur la sécurité nucléaire en Belgique suite aux événements survenus au Japon, en présence de la ministre de l’Intérieur, du ministre du Climat et de l’Énergie et de M. Willy De Roovere, directeur général de l’AFCN, DOC [53K1352](#).

La sous-commission a par ailleurs effectué une visite de travail sur le site nucléaire de Tihange le 15 juillet 2011. Les membres des commissions de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique ainsi que de l’Économie, de la Politique scientifique, de l’Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l’Agriculture y étaient également conviés.

## Commission de la Justice

### Avis

- Budget

La commission a émis, le 3 mai 2011, un avis favorable sur la section 12 – SPF Justice – du projet de budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 2011 (y compris la Justification), (DOC [53K1347/001](#)), p. 17.

10 janvier 2012 : avis à la commission des Finances et du Budget sur le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012 (y compris la justification et la note de politique générale) – section 12 – Justice, DOC [53K1944/016](#).

24 avril 2012 : avis à la commission des Finances et du Budget sur le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012 – section 12 – Justice, DOC [53K2113/009](#).

- Subsidiarité

27 mars 2012 : examen

- de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données), COM(2012)0011 ;
- de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, COM(2012)0010  
Avis de la commission : DOC [53K2145](#)
- 24 avril 2012 : discussion de la proposition de directive concernant le gel et la confiscation des produits du crime dans l'Union européenne – COM (2012/85.  
Avis de la commission : décision de ne pas formuler de remarques.

- Suivi législatif

- 9 mai 2012 : examen des arrêts de la Cour constitutionnelle n<sup>os</sup> 1/2011, 6/2011, 13/2011, 20/2011, 28/2011, 35/2011, 45/2011, 54/2011, 83/2011, 96/2011, 122/2011, 129/2011, 137/2011, 144/2011, 151/2011, 182/2011, 193/2011, 196/2011, 199/2011 en 145/2011 (avec la commission de la Défense nationale) renvoyés à la commission de la Justice par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.
- 6 juin 2012 : examen des observations du rapport du Collège des procureurs généraux renvoyées à la commission de la Justice par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif, DOC [53K1414/005](#).

### Échanges de vues, auditions et rencontres

- 17 septembre, 5 et 20 octobre 2010 : auditions sur le rapport de la Commission de traitement de plaintes pour abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale (DOC [53K0643](#)).

- 30 novembre 2011 : Évaluation intérimaire de la présidence belge de l’Union européenne, réunion commune des commissions de la Justice et de l’Intérieur de la Chambre et du Sénat (DOC [53K0553/005](#)).
- 12 janvier 2011 : échange de vues avec la ministre de la Justice sur l’informatisation de la Justice.
- 25 janvier et 26 avril 2011 : échange de vues avec le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et Secrétaire d’Etat, adjoint à la ministre de la Justice sur l’état d’avancement des travaux du groupe de travail «Una Via», réunion commune des commissions des Finances et du Budget et de la Justice de la Chambre, DOC [53K1973/005](#)..
- 1<sup>er</sup> février, 15 et 22 mars 2011 : échanges de vues sur le rapport du groupe de travail chargé de la réforme de la législation sur les cultes et sur les organisations philosophiques non confessionnelles (DOC [53K1502](#)).
- 16 mars 2011 (réunion à huis clos) : audition du Conseil supérieur de la Justice concernant l’enquête particulière de la commission d’avis et d’enquête réunie sur le fonctionnement de la Justice dans l’affaire Van Uytsel.
- 7 juin 2011 : Entretien avec le Conseil consultatif de la magistrature.
- 14 juin 2011 : entretien avec MM. Ghislain Londers, premier président, Jean-François Leclercq, procureur général, et Marc De Swaef, premier avocat général près la Cour de cassation sur le rapport annuel 2010 de la Cour de cassation.
- 23 novembre 2011 : échange de vues avec les membres du bureau du Conseil supérieur de la Justice sur le rapport annuel 2010.
- 13 décembre 2011 : entretien avec des membres du Centre pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme à propos du rapport annuel « Traite et trafic des êtres humains 2010 ».
- 8 février 2012 : échange de vues avec des représentants de la Cour des comptes à propos du rapport de la Cour des comptes consacré à l’examen des « Mesures de lutte contre la surpopulation carcérale ».
- 15 février 2012 (réunion commune avec la Commission de la Justice du Sénat) : échange de vues sur « La mesure de la charge de travail des cours et tribunaux ». Les membres de la commission ont entendu M. Joël Hubin, président du Bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail, M. Ghislain Londers, ancien président du Bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail, et M. Philippe Adriaensen, magistrat-chef de projet et membre du Bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail.
- 14 mars 2012 réunion commune avec la Commission de la Justice du Sénat) : débat d’actualité avec la ministre de la Justice sur le Masterplan pour les prisons et les mesures de lutte contre la surpopulation carcérale.

- 18 et 25 avril 2012 (réunion commune avec les commissions de l'Intérieur, des Affaires administratives et de la Justice de la Chambre et du Sénat) : échange de vues avec la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'égalité des chances et avec la ministre de la Justice sur le Plan national de sécurité 2012-2015, DOC [53K2393](#).
- 8 mai 2012 : échange de vues avec la ministre de la Justice sur les « Lignes de force stratégiques pour l'informatisation de l'Ordre judiciaire 2012-2014 ».
- 23 mai 2012 : entretien avec M. Etienne Goethals, premier président, Jean-François Leclercq, procureur général, et Marc De Swaef, premier avocat général près la Cour de cassation , à propos du rapport 2011 de la Cour de cassation.
- 26 juin 2012 : débriefing de la ministre de la Justice sur le Conseil JAI des 7 et 8 juin 2012.
- 3 juillet 2012 : audition des membres du bureau du Conseil supérieur de la Justice sur le rapport annuel 2011 du Conseil supérieur, et examen du rapport sur l'enquête particulière relative au fonctionnement de l'ordre judiciaire dans le dossier concernant le meurtre d'Annick Van Uytsel .
- 10 juillet 2012 : continuation de la discussion du rapport sur l'enquête particulière du Conseil supérieur de la Justice relative au fonctionnement de l'ordre judiciaire dans le dossier concernant le meurtre d'Annick Van Uytsel.

\*  
\* \*

- 17 novembre 2010 : visite du Conseil supérieur de la Justice et de l'Institut de formation judiciaire.
- 10 juin 2011 : visite des prisons de Wortel et de Tilburg.
- 28 septembre 2011 : visite au Parquet fédéral

### **Législation adoptée par l'une des deux Chambres**

- Projet de loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, DOC [53K0682](#);
- Projet de loi réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, DOC [53K1009](#);
- Projet de loi modifiant les articles 91 et 92 du Code judiciaire en ce qui concerne l'appel des jugements rendus par le juge de paix et le tribunal de police, DOC [53K1043](#);
- Projet de loi remplaçant l'article 304 du Code judiciaire, DOC [53K1416](#);
- Proposition de loi modifiant l'article 109bis du Code judiciaire , DOC [53K1831](#);
- Projet de loi améliorant l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité, DOC [53K2275](#);

- Projet de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine afin d'améliorer l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité, DOC [53K2377](#);

#### COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

##### Avis

Le 31 janvier 2012, la commission a émis un avis de subsidiarité sur la proposition de Directive modifiant la Directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés - COM (2011)778 et sur la proposition de Règlement relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public - COM (2011)779.

En outre, le 8 mai 2012, la commission a examiné, en présence des représentants des ministres compétents, les arrêts de la Cour constitutionnelle qui lui avaient été transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

##### Échanges de vues, auditions et rencontres

Les 18 et 25 octobre et les 8 et 22 novembre 2011, des auditions ont été organisées dans le cadre de l'examen des propositions suivantes :

- proposition de loi (Stefaan Van Hecke et consorts) visant à lutter contre les parachutes dorés et les rémunérations excessives, DOC [53K1336](#);
- proposition de loi (Guy Coëme et consorts) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la modération et la justification de la rémunération variable des dirigeants, DOC [53K1395](#);
- proposition de loi (Olivier Henry et consorts) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la publication des écarts de rémunérations, DOC [53K1396](#);
- proposition de résolution (Christiane Vienne et consorts) visant à modérer les rémunérations des dirigeants des entreprises publiques autonomes, DOC [53K1397](#);
- proposition de loi (Josy Arens, Joseph George) complétant l'article 198 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de décourager l'utilisation abusive des rémunérations variables, DOC [53K1447](#).

Le rapport de ces auditions a été publié sous la forme du DOC [53K1972](#).

Le 26 juin et le 3 juillet 2012, la commission a organisé une audition sur :

- la proposition de loi (Karel Uyttersprot et consorts) modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, DOC [53K1366](#);
- la proposition de loi (Karel Uyttersprot et consorts) modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en ce qui concerne les membres et leurs propositions, DOC [53K1959](#);

- la proposition de loi (Joseph George et Christian Brotcorne) modifiant l'article 5 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, DOC [53K0338](#).

## COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

### Législation

Si la situation d'affaires courantes au cours de la session 2010-2011 a limité les activités traditionnelles de la commission concernant les travaux budgétaires et l'examen de projets de loi portant assentiment à des conventions internationales, celle-ci a néanmoins examiné la section 14 du projet de budget général des dépenses préparé par le gouvernement démissionnaire et approuvé quelques conventions rendues urgentes par les échéances internationales (révision du Traité instituant le Benelux - la convention initiale expirait après 50 ans - et conclusion de 12 accords prévoyant une assistance entre administrations fiscales pour permettre à la Belgique de rejoindre la «liste blanche» établie par l'OCDE dans le contexte de la lutte internationale contre les paradis fiscaux et les pratiques fiscales dommageables). Elle a également adopté des propositions de loi permettant la mise en application de la loi créant le Fonds belge pour la sécurité alimentaire, dont le gouvernement en affaires courantes ne pouvait prendre lui-même les mesures d'exécution (DOC [53K1215](#) et [53K0079](#)).

Au cours de la session 2011 – 2012, outre ses travaux budgétaires habituels – en l'occurrence, l'examen de la section 14 du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012 ainsi que des notes de politique générale du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, et du ministre chargé de la Coopération au développement, la commission a adopté le projet DOC [53K2132](#), devenu la loi du 12 juin 2012 modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public, de sorte que le conseil d'administration de la CTB compte au maximum deux tiers de membres du même sexe.

Elle a aussi adopté 38 projets de loi portant assentiment à des conventions internationales relatives à des sujets divers dont la création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, l'adoption des enfants, les droits de l'homme, l'entraide judiciaire, la collaboration policière, la cybercriminalité, la gestion des crises, la réadmission de personnes en séjour irrégulier, le travail à domicile, la coopération et l'entraide administrative en matière sociale, la sécurité et la santé dans les mines, la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol), le transport routier, le transport par mer de passagers et de leurs bagages, l'encouragement et la protection réciproques des investissements, la gestion des crises, les bois tropicaux ou encore la protection du milieu marin. Mentionnons en outre l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et la Serbie, et divers accords de coopération et de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, la République d'Indonésie, la République d'Afrique du Sud, les pays ACP et Etats du Cariforum, d'autre part.

Parmi ces projets de loi, il faut aussi citer le projet Doc. 53 2189, devenu la loi du 9 juillet 2012 portant assentiment à la Décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne

un mécanisme de stabilité pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro et le projet DOC [53K2251](#), devenu la loi du 20 juin 2012 portant assentiment au Traité instituant le Mécanisme européen de Stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012. Cette modification du Traité trouve son origine dans la crise financière qui a affecté certains États membres de la zone euro et permet la création d'un mécanisme intergouvernemental permanent de gestion de crise apte à assurer la stabilité financière de la zone. L'aide implique une stricte conditionnalité et doit être liée à un programme de consolidation budgétaire et de réformes structurelles. Le MES doit remplir les fonctions exercées jusque-là par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF). Le MES sera doté d'un capital autorisé de 700 milliards d'euros. De ce montant, 80 milliards seront constitués de capital versé par les États membres de la zone euro en cinq annuités égales. Il disposera en outre d'une combinaison de capital engagé exigible et de garanties apportées par ces mêmes Etats. Le MES offrira son soutien financier aux Etats en difficulté, pourra financer la recapitalisation d'institutions financières et pourra acheter des obligations d'un État membre sur le marché primaire.

### **Echanges de vues, auditions, rencontres**

La période d'affaires courantes a par ailleurs amené le parlement en 2010-2011 à jouer un rôle important dans l'encadrement des opérations militaires et, tout particulièrement de l'intervention en Libye: après un débat avec le Premier ministre et ses collègues des Affaires étrangères et de la Défense, les commissions réunies des Relations extérieures et de la Défense nationale ont proposé à la séance plénière une proposition de résolution exprimant le soutien de la Chambre à une action internationale qui soit en conformité avec le mandat défini par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies (DOC [53K1308](#)). Cette résolution demandait également au gouvernement de garantir en permanence l'implication du parlement. Entre l'adoption de cette résolution par la Chambre le 21 mars 2011 et le début de l'ajournement d'été, cette implication s'est traduite par six réunions où le gouvernement est venu rendre compte de l'évolution de l'opération en Libye (ainsi que de l'intervention en Afghanistan) aux commissions réunies des Relations extérieures et de la Défense nationale, rejointes par la commission homologue du Sénat.

Ces thèmes et les autres dossiers de l'actualité internationale ont aussi été traités au travers de séances de questions.

La commission a discuté des dossiers européens avec le Premier ministre avant et après la plupart des sommets européens, lors de réunions conjointes avec le comité d'avis chargé des Questions européennes et les organes correspondants du Sénat. Des réunions rassemblant les mêmes organes ont permis d'entendre le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur la présidence belge de l'UE, le représentant permanent belge sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2011 et un responsable du SEAE sur l'organisation et les tâches du service européen pour l'Action extérieure.

Des échanges de vues avec les ministres en charge de ces dossiers ont été consacrés :

- au Sommet de l'OTAN de Lisbonne;
- au Sommet de l'OSCE à Astana;
- au Conseil de Droits de l'Homme des Nations Unies et à la politique belge en matière de droits de l'homme;

- à la situation des droits de l'homme dans les pays partenaires de notre coopération au développement.

Le «printemps arabe» a par ailleurs amené la commission à consacrer trois réunions à des auditions sur les évolutions et perspectives en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ont ainsi été entendus : le ministre de la Coopération au Développement, chargé des Affaires européennes; M. Marc Otte, ancien représentant spécial de l'UE pour le Processus de paix au Moyen-Orient; M. Edward Mc-Millan-Scott, vice-président du parlement européen; M. Majed Bamyra (Délégation générale palestinienne); Mme Rabab Khairy (CNCD); des représentants du monde académique : MM. Sami Zemni (Université de Gand) et Sven Biscop (Egmont - Royal Institute for International Relations); des journalistes : MM. Lucas Catherine, Jef Lambrecht, Daniel Fontaine et Baudouin Loos; des représentants d'Amnesty International : MM. Jan Pollet, Emile Franck, Mmes Isabelle Duroy, Sophie Aujean et Montserrat Carreras.

Une audition a également été organisée sur la problématique de la crise alimentaire mondiale. Elle a permis d'entendre M. Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, ainsi qu'une experte scientifique, Mme Françoise Gérard (CIRAD) et des représentants d'ONG européennes et africaines, M. Jean-Jacques Grodent (SOS Faim) et Mme Fatou N'Doye (Enda-Graf Sénégal).

Une autre audition a été consacrée à la protection de l'Arctique. Y ont été entendus: M. Paul Skytte Christoffersen, ambassadeur du Danemark; M. Jostein H. Bernhardsen, ambassadeur de Norvège; M. Thierry Touchais (The International Polar Foundation) ; les professeurs Louis Beyens (Universiteit Antwerpen) et Jean-Louis Tison (ULB).

La commission a également organisé des échanges de vues, qui lui ont permis de s'informer: sur l'affectation des moyens consacrés à la coopération au développement (échanges de vues avec l'évaluateur spécial de la coopération internationale, M. Dominique de Crombrugghe de Looringhe, sur la base de ses rapports 2010 et 2011); sur la place et le rôle de la société civile dans les élections de 2010 au Rwanda et au Burundi (échange de vues avec M. Kavumbagu, président de la COSOME (Burundi) et Mmes Kakunga et Vos (CNCD – 11.11.11)); sur la répression en Libye (échange de vues avec des proches de victimes).

Au cours de la session 2011 – 2012, outre un grand nombre de questions orales portant sur de nombreux dossiers relatifs à l'actualité internationale, les débats thématiques avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes se sont focalisés sur les thèmes suivants: la Lybie (1 débat), la République démocratique du Congo (2 débats), le Burundi (1 débat) et la Syrie (4 débats).

Concernant la Syrie, la commission a également organisé un échange de vues avec M. Robert Anciaux, professeur émérite (ULB), islamologue, Mme Brigitte Herremans, collaboratrice chargée du Moyen-Orient de *Broederlijk Delen*, M. Thomas Pierret, Maître de conférence à l'IMES (*Islamic and Middle Eastern Studies*) de l'université d'Edimbourg, M. Rudi Vranckx, journaliste (VRT) et M. Sami Zemni, professeur attaché au *Vakgroep Studie van de Derde Wereld (Middle East and North Africa Research Group)* et directeur du *Centrum voor Islam in Europa* (UGent).

Au cours de deux réunions communes (15 mai et 20 juin 2012) avec la commission de la Défense nationale et la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat, un échange de vues a eu lieu avec le gouvernement respectivement sur la préparation et les résultats du sommet de l'OTAN à Chicago les 20 et 21 mai 2012.

D'autre part, la commission a entendu :

- des représentants de *Protection International asbl* (Mme Pascale Boosten, *Video-Advocacy Officer*, Mme Tessa de Ryck, représentante de P.I. en Thaïlande et en Indonésie, Mme Beatriz Pedresa, représentante de P.I. en Colombie, Mme Ilaria Allegrozzi et M. Balzac Buzera, représentants de P.I. en République démocratique du Congo et M. Quentin Noirfalis, *Outreach Officer*, sur la protection des défenseurs des droits de l'homme (13 décembre 2011) ;
- le Dr. Luis Simon et le Dr. Alexander Mattelaer, *post-doctoral researchers at the Institute for European Studies* (VUB), sur la situation au Sahel (17 juillet 2012).  
le Père Paolo Dall'Oglio sur la situation en Syrie (19 septembre 2012).

Dans le domaine de la coopération au développement, la commission a interrogé le ministre compétent sur la coopération en République démocratique du Congo et sur les résultats de Rio+20 (10 juillet 2012).

Elle a également consacré trois réunions à la Coopération technique belge (CTB) et a entendu successivement MM. J. Beckers et D. Claisse, conseillers à la Cour des comptes (8 novembre 2011), M. Carl Michiels, président de la CTB (15 février 2012), et le ministre chargé de la coopération au développement (10 juillet 2012).

La commission s'est en outre penchée à deux reprises (17 avril et 9 mai 2012) sur la situation de la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO) et a entendu à ce propos :

- M. Hugo Bosmans, *Chief executive officer* de BIO;
- M. Michel Van der Stichele, Président du Conseil d'administration;
- M. Dominique de Crombrughe, Evalueur spécial de la Coopération internationale;
- M. Kjell Roland, CEO de Norfund (*Norwegian Investment Fund for Developing Countries*), représentant de l'*Association of European Development Finance Institutions* (EDFI asbl);
- M. Bogdan Vanden Berghe, secrétaire général de "11.11.11 - *Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging*".

Elle a par ailleurs reçu :

- M. Bozidar Djelic, vice-premier ministre de l'Intégration européenne de la République de Serbie (29 novembre 2012);
- M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, président de l'Assemblée générale des Nations Unies (réunion commune avec la commission de la Défense nationale et la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat) (6 mars 2012).

**COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ**

**Avis**

La commission a rendu les avis suivants :

- sur la proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le règlement collectif de dettes, DOC [53K1410/007](#)
- s'agissant du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012 :

sur la section 23 (partim : Dialogue interculturel), DOC [53K1944/026](#)

sur la section 24 (partim : Victimes de guerre), DOC [53K1944/021](#)

sur la section 25 (partim : Sécurité de la chaîne alimentaire), DOC [53K1944/012](#)

sur la section 25 (partim : Développement durable), DOC [53K1944/023](#)

sur la section 25 (partim : Milieu marin), DOC [53K1944/017](#)

sur la section 25 (partim : Santé publique), DOC [53K1944/032](#)

sur la section 25 (partim : Environnement), DOC [53K944/038](#)

sur la section 33 (partim : Beliris), DOC [53K1944/008](#)

sur la section 44 (partim : Politique des grandes villes), DOC [53K1944/015](#)

sur la section 44 (partim : Intégration sociale et Lutte contre la pauvreté), DOC [53K1944/030](#)

sur la section 44 (partim : Accueil des demandeurs d'asile et autres bénéficiaires), DOC [53K1944/039](#)

- s'agissant du projet de loi contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012 :

sur la section 23 (partim : Dialogue interculturel), DOC [53K2113/013](#)

sur la section 25 (partim : Sécurité de la chaîne alimentaire), DOC [53K2113/008](#)

sur la section 25 (partim : Développement durable), DOC [53K2113/020](#)

sur la section 25 (partim : Santé publique), DOC [53K2113/014](#)

sur la section 25 (partim : Environnement), DOC [53K2113/005](#)

sur la section 33 (partim : Beliris), DOC [53K2113/006](#)

sur la section 44 (partim : Politique des grandes villes), DOC [53K2113/011](#)

sur la section 44 (partim : Intégration sociale et Lutte contre la pauvreté), DOC [53K2113/007](#)

### **Échanges de vues, auditions et rencontres**

La commission a procédé aux échanges de vues suivants:

- avec la commission des Affaires sociales de la Chambre et celle du Sénat, sur les résultats de la présidence belge de l'Union européenne et l'agenda du Conseil EPSCO des 6 et 7 décembre 2010, DOC [53K0553](#);
- avec la commission des Affaires sociales de la Chambre et celle du Sénat, sur le rapport bisannuel sur la lutte contre la pauvreté, DOC [53K1173](#) ;
- sur le rapport fédéral sur l'environnement 2004-2008, DOC [53K1323](#);
- sur la santé mentale et l'article 107 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, DOC [53K1356](#);
- sur le Plan Cancer (état des lieux), [DOC 53K1407](#);
- sur le programme «Priorité aux malades chroniques !» (État des lieux), DOC [53K1408](#);
- sur la plate-forme eHealth, DOC [53K1505](#) ;

- sur l'évaluation des risques éventuels pour la santé associés aux personnes vivant à proximité de sites nucléaires en Belgique, DOC [53K2209](#) ;
- sur le sixième rapport bisannuel (2010-2011) du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, DOC [53K2252](#) ;
- sur le Rapport annuel 2011 du Centre fédéral d'expertise des soins de santé, DOC [53K2255](#).

La commission a procédé aux auditions suivantes :

- sur la proposition de loi modifiant la loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs, DOC [53K0201/004](#)).
- sur l'indépendance des experts médicaux, DOC [53K1851](#)
- des médiateurs fédéraux, sur les mineurs en état de besoin résidant avec leurs parents illégalement sur le territoire de la Belgique, DOC [53K1884](#)